



Déclarations et Discours

N° 84/11

ACHEMINONS-NOUS VERS UNE COLLABORATION PLUS ÉTROITE AVEC LES ÉTATS-UNIS.

Notes pour une allocution de M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au *Strategic Planning Forum* (forum de planification de stratégie), le 25 octobre 1984, à Ottawa.

...En Amérique du Nord, une bonne partie des discussions sur les politiques du nouveau gouvernement ont porté sur des programmes particuliers, sur des changements à apporter au Programme énergétique national (PEN) ou à l'Agence d'examen de l'investissement étranger (FIRA). Ces programmes feront effectivement l'objet de changements; nous en communiquerons les détails après le discours du trône, en novembre, et une fois que nous aurons procédé aux consultations nécessaires avec les gouvernements provinciaux et d'autres groupes intéressés. Ce matin, plutôt que de spéculer sur ce que nous ferons, je voudrais discuter avec vous du pourquoi de nos actions. Je veux ouvrir un débat, non le fermer. Je veux vous faire part de certaines des hypothèses sur lesquelles je me fonde en tant que ministre senior du nouveau gouvernement et vous inviter ainsi que d'autres Canadiens à soumettre des propositions pratiques qui permettraient au Canada d'exceller — non pas seulement de survivre — et éviteraient à coup sûr une régression, dans un monde à la fois transformé et en voie de transformation.

Permettez-moi une digression sur deux « précisions » (comme on les appelle à High River). Parlons d'abord, du PEN et de la FIRA. Sans vouloir voler la vedette à mes collègues, je tiens à dire que les habitants des petites villes situées à proximité du gisement de pétrole de Pembina dans l'ouest de l'Alberta, ont tendance à mesurer le succès du Programme énergétique national moins en fonction de la publicité télévisée de Pétro-Canada qu'en fonction des pertes d'emplois constatées dans les secteurs du forage et des services de leur localité. Un chargé de développement à Scarborough ou à Longueuil, a, quant à lui, tendance à considérer l'investissement étranger du point de vue de l'emploi et non de la souveraineté. Les gens de la région de Pembina, de Longueuil ou de Scarborough peuvent avoir tort, mais le 4 septembre ils ont été plutôt catégoriques. Ils estiment que les programmes que je viens de mentionner sont néfastes et, ce faisant, ils se placent dans une perspective strictement canadienne, leurs raisons ne tenant compte d'aucun intérêt étranger. Ils estiment que ces programmes servent mal les intérêts du pays. Et notre gouvernement a un mandat national — une obligation nationale, à notre avis — de changer les programmes qui n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Souvent, ces changements influenceront sur nos relations avec d'autres pays, mais il s'agit là d'une conséquence secondaire.

La deuxième « précision » a trait à cette partie du monde qui n'est pas située sur le continent nord-américain. En accordant dès le début de notre mandat la priorité à nos relations avec notre plus important partenaire commercial, nous risquons de nous voir accusés de négliger d'autres obligations concernant d'autres régions du monde et d'autres possibilités qui s'offriraient ailleurs. Nos actions montreront que cette priorité n'est ni exclusive ni excessive. Nous avons, vis-à-vis du reste du monde, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, du Traité sur la non-prolifération, des marchés d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient, un engagement qui exige — et qui, en fait, recevra —

une attention de tous les instants. L'une des fonctions que m'a confiées le premier ministre est de veiller à ce que le Canada continue à percevoir le monde comme un tout; c'est ce que je compte faire.

J'aimerais maintenant revenir à cette confiance des Canadiens dans leurs capacités et vous décrire le monde auquel cette confiance doit se mesurer.

Si j'étais vraiment un expert en matière d'évolution de la réalité canadienne, je serais conseiller et non ministre des Affaires extérieures. Mais j'ai été actif dans mon pays ces deux dernières décennies; j'ai occupé des postes qui m'ont obligé à regarder attentivement ce qui se passait autour de moi. Je crois que nous avons tranquillement progressé vers une maturité nouvelle en tant que nation. Nous avons été un pays jeune pendant de longues années mais, à un moment donné, au cours de cette époque qui nous a mené de Jean Lesage à Marc Garneau, nous avons pris plus d'assurance. Un sentiment d'égalité qui s'est développé dans nos régions n'est certes pas étranger à cette évolution. Au Québec et, pour des raisons différentes, dans l'Ouest canadien — d'où je viens — a eu lieu une véritable révolution sur le plan de la confiance en soi, phénomène qui ne peut manquer d'influencer ceux qui en sont originaires. De plus, en dehors de ces collectivités que définissent des facteurs d'ordre géographique et culturel, ces dernières décennies ont vu fleurir les réalisations canadiennes dans une foule de domaines — littérature, sciences, investissements, inventions, peinture, sports, etc. Nos chefs cuisiniers eux-mêmes se classent parmi les premiers. À tel point que les Américains ne se sont pas encore remis du choc.

Confiance en soi et accomplissement ne font qu'un et j'estime que nous sommes aujourd'hui plus que jamais capables de faire notre marque. Aujourd'hui, le nationalisme canadien doit non pas être sur la défensive mais être l'instrument de notre volonté de nous affirmer.

Le monde est de plus en plus parsemé d'embûches : voilà le vrai défi. Il y a quelques années, lors de compétitions internationales de hockey, le Canada a appris qu'en ce domaine il ne pouvait plus tenir le succès pour acquis. C'est une leçon qu'il faut retenir et appliquer à d'autres secteurs.

À vrai dire, nous ne pouvons pratiquer le sur-place dans un monde où la concurrence est de plus en plus forte. Le statu quo ne suffira pas. Ce pays s'est développé grâce à une économie basée sur l'exploitation de ses ressources naturelles; mais les modalités du commerce n'ont pas joué en faveur du secteur des ressources et nous avons mis du temps à nous adapter à cette situation.

Nos concurrents sont vite passés à l'action. Durant notre génération, le Japon est passé des jouets à la haute technologie via les radios, la construction navale et la fabrication de voitures. Les États-Unis ont, pour leur part, évolué des industries traditionnelles du nord-est aux industries de la « Vallée du silicium » et du Sunbelt. Il nous faut bouger tout aussi rapidement si nous voulons maintenir le niveau de vie auquel les Canadiens se sont habitués et auquel ils s'attendent.

À mon avis, il nous faut au départ exploiter beaucoup plus à fond les avantages que nous confère notre situation géopolitique et les possibilités qu'elles nous offre.

Notre défi premier en politique étrangère est la conduite de nos relations avec les États-Unis, relations

aux multiples facettes : ces derniers mois, 78 % des exportations canadiennes ont été destinées au marché américain, assurant l'existence de trois millions d'emplois au Canada. (À elle seule, l'augmentation du volume de nos échanges avec les États-Unis l'an dernier a été supérieure à notre commerce avec le Japon.); la qualité de notre air et de notre eau est, comme nous le savons tous, compromise par des émissions et des omissions qui ont leur origine de l'autre côté de la frontière; nous nous abritons sous le parapluie de la défense des États-Unis; Anne Murray va à Nashville pour y recevoir sa récompense.

Évidemment, au fil des ans, certains Canadiens ont craint cette présence envahissante des Américains. Pourtant, la collaboration avec les États-Unis peut rapporter des dividendes intéressants. Qu'on pense à la mise au point du bras télémanipulateur Canadarm et aux retombées technologiques de ce projet. La collaboration, en ce cas, a en outre contribué dans une large mesure à la sécurité de notre nation par le biais de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord et du Commandement de la Défense aérospaciale de l'Amérique du Nord. On lui doit la Voie maritime du Saint-Laurent, le Traité de la rivière Skagit, et le Pacte de l'automobile.

Grâce à une collaboration plus étroite avec les États-Unis, nous pourrions mieux promouvoir la libéralisation des échanges et l'accès aux marchés dont le Canada a simplement et inévitablement besoin pour créer des emplois et assurer sa prospérité.

Des relations plus étroites avec les États-Unis ne signifient pas la fin de nos problèmes. Nous avons une organisation différente et des optiques différentes, notamment — comme nous l'avons souligné clairement encore une fois — sur des questions vitales comme les pluies acides. Et nous avons aussi nos propres exigences premières.

Le sentiment protectionniste qui s'accroît un peu partout dans le monde constitue peut-être la plus grande menace à notre prospérité et à la reprise de notre économie.

Étant donné que plus de 70 % de nos échanges s'effectuent aujourd'hui avec les États-Unis, il nous faut accorder la priorité, sur le plan commercial, au maintien de notre accès au marché américain. Les chiffres sont là. Un peu partout au Canada s'est engagé un débat animé sur les façons dont nous pourrions chercher à réaliser cet objectif. Il est encourageant de constater que le secteur privé commence à nous faire part de ses propositions; j'espère que cet exemple sera suivi par un grand nombre.

Arrêtons-nous un instant afin d'examiner notre situation actuelle. Nous venons à peine d'échapper de justesse à l'application de mesures proposées aux États-Unis en vue d'imposer de nouvelles restrictions aux importations de résineux, d'acier et de cuivre. Imaginez un peu les conséquences auxquelles nous aurions dû faire face si les décisions prises aux États-Unis dans ces secteurs clés pour le Canada nous avaient été défavorables. Nous avons déjà 1,5 million de chômeurs. Pendant combien de temps encore pouvons-nous continuer de nous fier aux règles existantes, aux efforts diplomatiques et à l'équilibre des forces intérieures aux États-Unis pour faire en sorte que cet accès, dont notre économie axée sur les exportations a un besoin vital pour survivre et prospérer, reste ouvert ?

Le Canada doit pouvoir être compétitif : voilà le fond du problème. Aucune mesure d'isolement ne

saura protéger le pays qui ne peut concurrencer les autres. Nous sommes au cœur d'une révolution économique et technologique ayant lieu à l'échelle mondiale et, si nous n'arrivons pas à nous maintenir dans le peloton de tête, nous perdrons inévitablement du terrain.

En tant que nation commerçante, le Canada se doit de promouvoir une libération des échanges. Il nous faut examiner les options, soupeser les coûts, les avantages, et parvenir à un équilibre qui serve au mieux les intérêts canadiens. Si nous recherchons un système multilatéral ouvert, il n'est pas moins vrai que c'est chez nous que doit commencer cette recherche, en compagnie de notre plus grand partenaire commercial.

D'importantes questions doivent être posées chemin faisant, et j'invite les Canadiens en général à nous aider à trouver les bonnes réponses. Voici d'ailleurs quelques-unes de ces questions :

- Quels sont les principaux obstacles auxquels se heurtent les exportateurs canadiens en ce qui concerne l'accès au marché, et dans quelle mesure ces obstacles peuvent-ils être éliminés par le biais d'un ou de plusieurs accords bilatéraux de libération du commerce avec les États-Unis ?
- Quel serait l'impact de l'accès à un marché de 250 millions de personnes sur les investissements et surtout sur la création d'emplois au Canada ?
- Quel serait cet impact en ce qui concerne l'accès du Canada à d'autres marchés ? De meilleurs débouchés sur le marché américain amélioreraient-ils notre compétitivité sur d'autres marchés, ou ajouteraient-ils aux complications ?
- Une libération des échanges avec les États-Unis se traduirait-elle par une meilleure performance économique globale pour le Canada du fait du meilleur accès aux marchés et de la compétition plus grande qui en découleraient ?
- Quelle mesure d'ajustement s'imposerait dans chaque secteur économique ? Certains secteurs devraient-ils être exclus ?
- Quel type d'organisme faudrait-il mettre en place avec les Américains pour assurer cette libéralisation du commerce et pour régler les différends ?
- Quelles seraient les incidences de telles mesures sur la souveraineté canadienne ? Comment ces incidences pourraient-elles être évaluées ? Comment pourraient-elles être mesurées ?

Si elles sont menées comme il se doit, des relations économiques plus étroites avec les États-Unis peuvent accroître notre influence sur les affaires internationales et nous donner davantage voix au chapitre à cet égard. Tant et aussi longtemps que nous serons retenus par notre économie, nous ne pourrons donner toute l'efficacité souhaitée à nos activités dans le monde et à nos politiques intérieures. Une économie solide inspire le respect et permet l'initiative. On se tient à l'écoute des nations qui ont réussi.

En outre — et je crains que ce ne soit là qu'un fait que les citoyens des États-Unis et du Canada tiennent trop pour acquis — nous partageons effectivement des valeurs essentielles avec les États-Unis. Nous pouvons être fiers de nos traditions communes en tant que pays du nouveau monde aux sociétés à la fois ouvertes et polyvalentes. Voilà des fondements solides et inébranlables propices à l'innovation, à la réalisation et à une coopération que d'autres voisins envieraient.

Fait tout aussi important pour le Canada, une approche coopérative qui s'appuie sur une communauté de valeurs peut fournir à notre pays des occasions exceptionnelles de faire connaître ses vues aux niveaux les plus élevés de l'Administration américaine sur les questions qui prêtent à divergences entre nous. Nous devons évidemment continuer de promouvoir énergiquement notre position au sein des diverses instances internationales; le gouvernement a d'ailleurs indiqué clairement ses intentions à ce sujet. Mais nous estimons de notre devoir de faire connaître tout aussi énergiquement ces mêmes positions à notre plus proche ami et allié.

Nous voulons aborder nos relations avec les États-Unis dans une nouvelle perspective, et non dans le cadre rigide et préétabli d'un ensemble de politiques spécifiques. Notre idée est simple et directe : en nous penchant sur nos problèmes économiques et en réalisant nos ambitions, cherchons à tirer le maximum de notre contexte nord-américain.

Le premier ministre a pris l'initiative en montrant aux Américains que le Canada voulait avoir avec les États-Unis des relations marquées au coin de la collaboration constructive plutôt que de l'affrontement. Le président s'est engagé, pour sa part, à rencontrer le premier ministre tous les ans.

Lors de ma réunion avec le secrétaire d'État Shultz, j'ai cherché à maintenir cet élan. Et je compte faire fond sur ces rencontres et d'autres qui les ont précédées pour créer un dialogue bilatéral pluridimensionnel caractérisé par la confiance.

Évidemment, si nous tenons à tirer le maximum des perspectives que nous voyons se dégager de rapports plus étroits, il nous faut avoir une idée claire de nos exigences et de ce que nous comptons retirer de ces rapports. Nous devons avoir, à la fois, une approche et un ensemble de politiques cohérents.

Voilà pourquoi je m'attache à ma responsabilité, en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de rendre cohérentes les nombreuses facettes des relations dont s'occupent mes collègues du Cabinet. J'ai discuté de cette nécessité de coordonner nos approches avec le secrétaire Shultz. Il faut d'abord et avant tout considérer les questions dans une certaine perspective, leur assignant la place qui convient, et veiller à ce que, dans chaque pays, les dirigeants connaissent clairement la position de l'autre pays. Si nous y parvenons, nous aurons alors grandement réduit les risques de mésentente et de dissipation de nos énergies. Il faut des fondations sûres afin de construire.

Je vous ai donné les raisons pour lesquelles le gouvernement s'attache activement à repenser nos relations avec les États-Unis. En dernière analyse, toutefois, son succès dépendra non pas de ses initiatives mais de la mesure dans laquelle les Canadiens de toutes conditions seront prêts à collaborer et à s'associer à ses efforts.

Mes collègues et moi-même avons besoin de votre appui et de vos idées. Nous comptons sur les entreprises, les dirigeants des diverses collectivités, les leaders syndicaux et les Canadiens en général pour soutenir nos efforts. Nous nous engageons, pour notre part, à demeurer en étroit contact avec tous.

Dans le discours du trône, nous annoncerons les détails d'une revue globale de la politique étrangère qui permettra aux Canadiens de participer au maximum à l'établissement de tous nos objectifs dans ce domaine. Nous n'avons pas l'intention de mettre en veilleuse l'exécution ou le développement de la politique étrangère durant cet examen, mais nous comptons effectivement entamer un processus qui touche à l'expression des intérêts canadiens par l'ensemble de la population du pays.

Les Canadiens ont bien des raisons d'être fiers. Nous avons des choses à dire, des réalisations dont nous pouvons nous enorgueillir et des expériences dont le reste du monde voudrait entendre parler. Nous avons nos propres priorités, notre propre finalité nationale, notre propre conception du monde et nos propres valeurs. C'est d'ailleurs là que réside la meilleure réponse pour ceux qui sont inquiets au sujet de l'avenir du Canada en tant que nation distincte sur ce continent. L'essence de notre nation ne dépend pas de la qualité de nos barrières mais de la qualité de notre présence sur la scène mondiale. Dans cette optique, il me semble tout à fait sensé de cultiver nos relations avec nos voisins immédiats.

S/C